



CHARTRE

SITE ASSOCIATIF D'ÉCONOMIE SOCIALE

1. Introduction

Nous souhaitons tout d'abord faire cette intervention de Roger Vanthournout : «Je ne suis pas venu vous parler de la pauvreté — je pourrais le faire — mais de richesse. Je ne suis pas venu vous parler des jeunes démunis de tout, pour lesquels on demanderait la charité. Je suis venu vous parler d'un capital de savoir-faire et d'intelligence pratique. Je suis venu vous dire que si l'on sait s'y prendre, ce capital ne demande qu'à être mis en valeur et à fructifier. Je suis donc venu, aussi avec toute ma conviction, toute ma foi, que face à ce qui se passe et qui nous dépasse — crise, chômage, insécurité croissante, nouvelle pauvreté — il y a quelque chose à faire. Peut-être ne pouvons-nous pas intervenir au niveau international, au niveau de je ne sais quelle conjoncture, qui dit-on est la cause de nos malheurs, mais nous pouvons intervenir au plan local, là où nous touchons la réalité de tous les jours; et l'asbl "Quelque Chose A Faire" est une révolte —pacifique— mais une révolte quand même, contre l'idée que l'on ne peut rien faire contre cette fatalité qui nous assaille si durement. C'est la négation de l'idée qui est répandue un peu partout, qu'il faut attendre, attendre que la conjoncture économique change.»
(Roger Vanthournout, Bruxelles 16 octobre 1984).



2. Mise en perspective de notre approche de l'économie sociale

Nous ne considérons pas seulement l'économie sociale comme un secteur socio-économique mais aussi (et peut-être surtout) comme une voie alternative et prometteuse pour l'ensemble de notre société.

L'émancipation des exploités et des laissés pour compte par le système capitaliste a pris, dès le dix-neuvième siècle, trois directions fondamentales. Tout d'abord les gens se sont regroupés pour former des collectivités de travail, de services (et parfois de vie), afin de répondre immédiatement à leurs besoins et tenter de réaliser à modeste échelle le type de société vers lequel tendaient leurs aspirations : communautés, coopératives, mutuelles sont nées de ce mouvement spontané.

Ensuite, au sein même des entreprises « traditionnelles », ils ont formé des syndicats pour arracher au capital des conditions de travail moins indignes et tenter d'intervenir dans la gestion des dites entreprises.

Enfin, ils ont créé des partis politiques destinés à prendre le pouvoir ou, au moins, à y participer afin de juguler, si possible, le capital et de transformer la société globale en remettant les besoins des hommes et de leurs communautés au centre de l'économie.

La nouvelle économie sociale, appelée aussi économie solidaire, se réclame de la première direction : il s'agit d'abord de réaliser tout de suite des collectivités de travail où l'homme, avec toutes ses facultés et tous ses besoins, prévaut sur le capital, lequel est considéré comme un moyen à son service et entièrement en son pouvoir. Les processus de gestion démocratique y sont par conséquent la règle. La nouvelle économie sociale est également variée et multiforme, nous veillerons donc à rester ouverts aux innovations.

L'économie sociale se veut expansive. En réalité, elle a comme visée la création d'un autre type de société globale. Pour elle, c'est toute l'économie qui doit devenir sociale. Dans ce but, elle ne néglige pas les deux autres directions empruntées par le mouvement de libération des travailleurs. Elle noue des liens avec les syndicats afin que ceux-ci retrouvent une vitalité en s'assignant des objectifs de transformation des entreprises vers des pratiques moins éloignées du but ultime qui leur est commun avec nous : la primauté de l'homme sur le capital. Elle conscientise les partis politiques progressistes et participe à leurs luttes afin qu'à travers leurs législations et leurs pratiques concrètes, ils génèrent avec conviction les conditions nécessaires à un changement de société.

Sans renier nos principes, valeurs et objectifs, nous veillerons à rester ouverts aux acteurs économiques, sociaux et culturels d'autres milieux. Reconnaître ses limites, décloisonner, relier et coopérer seront nos maîtres mots pour réaliser cette ouverture.

Les enjeux sont donc de taille. Participer au site associatif de monceau-FONTAINES, c'est assumer ces perspectives, même si dans le concret; le chemin paraît parfois long et les réalisations encore ardues.

3. Nos critères éthiques

L'adhésion à l'économie sociale se marque pour nous par le respect d'une série de critères éthiques, balises, garde-fous et références. Ce seront notamment les repères utilisés pour l'admission de nouvelles associations ou sociétés sur le site. Les critères seront utilisés avec bon sens par l'asbl monceau-FONTAINES et par tous les partenaires qui y rechercheront une dynamique plutôt que des normes d'application figées.

Les quatre premiers critères sont ceux énoncés dans le Livre blanc (Rapport au Gouvernement wallon, 1990) du Conseil wallon de l'économie sociale :

Finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit

L'ensemble de la gestion des activités est orienté pour rencontrer les finalités sociales, en ce compris les bénéfices éventuels qui seront mis au service de l'objet social.

Autonomie de gestion

Elle distingue d'abord l'économie sociale de l'économie publique. Des initiatives publiques débouchant sur la mise sur pied de structures autonomes peuvent appartenir à l'économie sociale. Il s'agit aussi de rencontrer les aspirations à l'autonomie des entreprises générées au sein d'une structure porteuse.

Processus de décision démocratique

Le principe de référence central est « Un homme, une voix ». Ce principe est à tempérer selon le statut des personnes qui peuvent être différenciées d'après leur capacité de prise de responsabilité dans une perspective de reconquête sociale.

Primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus

Limitation de la rémunération du capital, dans l'optique d'aller vers une suppression complète, ristourne aux travailleurs et aux membres-usagers, mise en réserve pour investissements futurs, affectation immédiate pour soutenir d'autres projets à finalité sociale,... les possibilités sont diversifiées.

Priorité à la formation et à la création d'emplois utiles, valorisants et conformes aux législations en vigueur.

Un effort particulier sera porté sur la formation et la création d'emploi pour des personnes peu qualifiées et/ou exclues du marché du travail.

Écarts de salaires faibles

Sans fixer de fourchette précise, nous chercherons à pratiquer des écarts de revenus aussi faibles que possible (écart maximum indicatif entre personnes sous contrat d'emploi : de 1 à 2 sauf pour les personnes en formation).

Inscription dans une démarche de respect de l'environnement

Le site lui-même sera géré pour minimiser la pollution de l'air, du sol et de l'eau. Les produits utilisés ou fabriqués par les différentes entreprises tendront à représenter une charge minimale pour l'environnement. L'engagement minimum sera de respecter les lois en vigueur.

Pluralisme des opinions politiques, philosophiques et religieuses

Ce pluralisme, pour être réellement respecté, imposera à tout partenaire de ne pas exploiter le site de monceau-FONTAINES en tant que faire-valoir personnel, par exemple lors d'une candidature politique ou de tout autre acte personnel.

Entre les partenaires : privilégier la coopération

Les partenaires du site s'engagent à rechercher les collaborations et les synergies entre eux. Ils veilleront à perpétuer des relations solidaires et, à cette fin, s'engagent à participer à l'asbl monceau-FONTAINES et à en respecter le règlement d'ordre intérieur.

Les contributions à l'asbl monceau-FONTAINES s'inscrivent dans une démarche de solidarité. Ce volontarisme de partenariat ne doit pas se limiter aux échanges entre partenaires du site. C'est aussi une manière de promouvoir un autre type de relation sociétale radicalement différente de celle en vigueur dans le modèle de concurrence de l'idéologie libérale dominante.

Intégration dans le quartier, la ville et les réseaux locaux

Les partenaires participeront à la vie du quartier, de la ville ou des réseaux locaux.

A ces quatre critères du CWES, nous en ajoutons six autres :